


# La « Troisième voie » britannique et le devoir d'inventaire

Monique Saliou\*

\* *Experte associée  
à la Fondation Jean-Jaurès*

Les travaillistes britanniques remportaient, en mai 1997, une large victoire et mettaient fin à dix-huit ans de pouvoir conservateur. En mai 2010, Gordon Brown, à la tête d'un Labour Party épuisé, tentait vainement de se maintenir au pouvoir grâce à une coalition improbable avec les Libéraux Démocrates. Depuis, le parti oscille entre règlements de comptes et tentative de régénération, avec l'élection inattendue de l'*outsider*, Ed Miliband, à sa tête. Chez les anciens dirigeants, l'heure n'est pas à la réconciliation. Peter Mandelson, trois fois ministre, deux fois poussé à la démission, ancien commissaire européen, décrit dans des mémoires intitulés *Le troisième homme*,<sup>1</sup> le processus qui a abouti à la transformation du parti travailliste ; il retrace aussi les années de gouvernement, vues des antichambres ministérielles. Lecture parfois décevante : la violence des rapports humains au sein de l'équipe travailliste et notamment entre les trois protagonistes (Tony Blair, Gordon Brown et Peter Mandelson) y obscurcit, pour le lecteur, la vision politique que ces derniers sont supposés avoir portée. Tony Blair, à son tour, s'est lancé dans l'exercice du plaidoyer personnel et du règlement de comptes avec Gordon Brown. Les séances de signatures de son livre, protégées par des cordons de police, le contenu même de l'ouvrage à vocation plus commerciale que politique, suscitent un vrai malaise. Et pourtant, les sondages parus en cette fin du mois de septembre 2010 traduisent une remontée spectaculaire de la cote de popularité des travaillistes. L'élection d'Ed Miliband qui a revendiqué un « droit d'inventaire » à l'égard de la « Troisième voie », bien que très serrée, peut marquer le début d'une ère nouvelle. Quel avenir pour le New Labour : longue traversée du désert ou promesse de retrouvailles rapides avec le pouvoir ?

1. Peter Mandelson, *The Third Man. Life at the heart of New Labour*, HarperPress, juillet 2010.



La « Troisième voie »  
britannique et le  
devoir d'inventaire

Avant de tenter d'analyser le sens de la victoire d'Ed Miliband, il n'est pas inutile de dresser un bilan de ces treize années de gouvernement et de mesurer l'influence sur le mouvement social-démocrate de la prétention du travaillisme britannique à incarner une « Troisième voie » dans le mode de gouvernance des sociétés développées.

La « Troisième voie » comme moteur idéologique et politique a procédé d'une alchimie subtile entre des intuitions pertinentes sur la transformation structurelle des sociétés développées et un processus, très conjoncturel, de prise de pouvoir au sein d'un parti à bout de souffle. Le bilan de l'exercice du pouvoir au nom de la Troisième voie, s'il est nuancé, voire positif, en politique intérieure britannique, est lourdement négatif dans ses incidences internationales. La question est aujourd'hui de savoir si l'avènement d'un nouveau dirigeant, qui revendique un droit d'inventaire, va faire évoluer le positionnement des travaillistes au sein de la social-démocratie européenne.


#### « LA TROISIEME VOIE » : UNE ANALYSE DES SOCIETES MODERNES AU SERVICE DE LA CONQUETE D'UN PARTI

Au milieu des années 1990, Tony Blair et ses amis, obsédés par l'incapacité des travaillistes à revenir au pouvoir, ont contribué à faire émerger sur le terrain politique, dans le cadre d'une lutte pour le pouvoir au sein du parti travailliste, une analyse des changements structurels à l'œuvre dans les sociétés occidentales développées. A cet égard, ils ont été incontestablement novateurs et clairvoyants.

#### *Une vision novatrice pour les années 1990*

La pensée et la rhétorique blairistes doivent beaucoup, comme on sait, au sociologue Anthony Giddens avec lequel Tony Blair lui-même a co-signé l'ouvrage intitulé *La Troisième voie*.<sup>2</sup> Le postulat de base est que les sociétés modernes ne secrètent pas de projet collectif en dehors des aspirations individuelles de chacun. L'individualisme ne doit pas être perçu comme un danger, mais comme une composante indissociable de la modernité. La politique est là pour créer les conditions qui permettront à l'individu de réaliser ses aspirations. Les inégalités de fortune et de statut produites par des sociétés conservatrices doivent être combattues, mais les solutions trop générales offertes par la vieille gauche aussi. Anthony Giddens en tire des conclusions plutôt

2. Anthony Giddens, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Polity Press, réimpression octobre 1998 ; Anthony Giddens et Tony Blair, *La Troisième voie. Le renouveau de la social-démocratie*, préface de Jacques Delors, Seuil, avril 2002.



La « Troisième voie »  
britannique et le  
devoir d'inventaire

libertaires et en faveur d'une démocratie plus participative... que Tony Blair s'est gardé de mettre en œuvre. Ce dernier a, en revanche, retenu la critique de la social-démocratie (échec du keynésianisme, essoufflement de l'Etat Providence) et l'aspiration des citoyens à la sécurité, au sens de la protection contre la délinquance. L'Etat est là pour dissuader et punir les criminels. Il peut aussi lever certains des obstacles qui entravent la liberté de choix du citoyen (niveau de formation insuffisant, pas d'accès aux soins...); toutefois, même dans cette mission consistant à garantir l'égalité des chances, il doit savoir offrir plusieurs options, grâce à une bonne interaction avec le marché.


Cette analyse des tendances lourdes à l'œuvre dans les sociétés modernes, nouvelle à gauche dans les années 1990, est désormais largement partagée. La montée de l'individualisme, l'indifférence aux solidarités collectives, l'attrait de l'immédiateté favorisé par l'omniprésence médiatique sont abondamment décrits par toute la « littérature » sociologique et politique en Europe. Récemment, Raffaele Simone y voit la raison du succès de Silvio Berlusconi.<sup>3</sup> Les conclusions à tirer, à gauche, de cette analyse sont évidemment moins unanimes quant au rôle à conférer à l'Etat. Au demeurant, il est toujours bon de se rappeler que la Grande-Bretagne dispose, pour maintenir sa cohésion, de deux atouts plus inégalement partagés dans le reste de l'Europe : un nationalisme vigoureux que n'entrave aucune « repentance » particulière ; une approche qui reste très religieuse (Tony Blair en est un excellent exemple). Puisque l'individu est relié de manière non essentielle à la société, c'est sa relation à Dieu qui fonde son éthique et sa responsabilité.

### *Une arme de guerre pour prendre un parti et en garder le contrôle*

Les Français habitués, depuis la V<sup>ème</sup> République, à voir leurs candidats à l'élection présidentielle prétendre se situer « au-dessus des partis », lesquels sont nombreux et changeants, mesurent parfois mal l'enjeu que représente le contrôle du parti, dans un système parlementaire bi-partisan, où le Premier ministre ne peut être que le chef du parti (le « Leader » dans le vocabulaire travailliste). Dans ce contexte, la « Troisième voie » a été bien plus qu'une théorie ou un programme : ce fut une arme de guerre dans la prise de contrôle du Labour Party.

Au milieu des années 1990, celui-ci est dans l'opposition depuis 1979. Il n'a pas réussi à gagner les élections après le départ de Margaret Thatcher, malgré la personnalité pas franchement charismatique de John Major. Surtout, il est associé à vingt ans de déclin

3. Raffaele Simone, *Le monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?*, Gallimard, septembre 2010.




La « Troisième voie »  
britannique et le  
devoir d'inventaire

du pays, schématiquement entre 1960 et 1980. C'est sous un gouvernement travailliste, en 1976, que le pays subit l'humiliation de devoir demander un prêt au Fonds monétaire international. Le « winter of discontent » de 1979, vague de grèves déclenchées par les syndicats pour sauver des industries moribondes, débouche sur l'arrivée triomphale de Margaret Thatcher. Les causes des difficultés britanniques des années 1970 sont multiples. Mais il est vrai que le poids des syndicats qui recrutaient eux-mêmes, freinaient la productivité et s'opposaient à tout changement a joué un rôle. Pour revenir au pouvoir, le Labour devait se proclamer en rupture avec cette période et, pour cela, faire émerger des personnalités jeunes, en divorce bruyant avec le « vieux » travaillisme. D'où le vocable de « New » Labour, l'obsession de l'efficacité économique et la revendication de la vulgate libérale (en 1997, Tony Blair fait cinq promesses dont celle de ne pas augmenter les impôts).

Le « putsch » qui fait naître le New Labour n'entraîne aucune des conséquences qu'une telle rupture revendiquée aurait pu produire dans d'autres pays européens (scissions, affrontements entre militants...). On assiste juste à un ballet au sommet de la direction, certains étant simplement mis à l'écart et le dirigeant du moment, John Smith, ayant, signe du destin, une crise cardiaque pour ouvrir la voie à Tony Blair. C'est que la rupture est moins forte qu'elle n'est proclamée. Au Royaume-Uni, ni parti communiste ni extrême-gauche en dehors de groupuscules qui n'ont aucune prise sur le corps social ou les élites. Au moment où la gauche française éclate au congrès de Tours et choisit majoritairement le communisme, où le Parti communiste allemand grossit au détriment du SPD, tandis que les partis communistes espagnols et italiens dominent à gauche, une écrasante majorité des travaillistes, pourtant à l'époque divisés en deux formations, rejette l'adhésion à la III<sup>ème</sup> Internationale. La violence sociale de la crise de 1929 n'y changera rien. La gauche britannique reste fondamentalement parlementariste, réformiste et anti-communiste. On peut y voir de multiples raisons : une classe ouvrière nombreuse très tôt (contrairement à la France restée paysanne) et qui a vite obtenu des droits, ce qui limitait l'incitation à l'action subversive ; l'origine religieuse des premiers syndicats (des protestants dissidents) ; une allergie totale au romantisme révolutionnaire. En tout état de cause, le Labour Party est l'héritier d'une tradition où ce qui compte, c'est la revendication autour de l'emploi et du niveau de vie, et fort peu la contestation de principe de l'économie de marché.

L'année 1968 fournit un autre exemple de « l'étrangeté » britannique. Les campus américains se sont soulevés contre la guerre au Vietnam, l'agitation étudiante est générale en Europe (y compris à Prague). Le Royaume-Uni est à peine effleuré par la contestation, alors même que le pays a eu un rôle pionnier dans l'évolution des mœurs



La « Troisième voie »  
britannique et le  
devoir d'inventaire

dans la période. Les Beatles, la mini-jupe et la liberté sexuelle certes, mais fort peu de politique et une extrême-gauche sans influence.

Il va de soi que le système électoral uninominal à un tour, que personne n'a vraiment contesté jusqu'à une période récente, contribue encore à écraser les minorités politiques. Dans ce contexte, l'objectif n'est pas de rassembler d'abord les parties éparses de son camp politique mais avant tout de mordre sur le camp adverse. Au Royaume-Uni, on est d'emblée et toujours dans une élection française de deuxième tour. Ce qui dans un pays où le citoyen se méfie plus de l'Etat que du marché pousse à une rhétorique libérale. Quitte à ce que, parfois, les actes ne suivent pas la rhétorique.

### UNE GESTION DU PAYS HONORABLE, DES CHOIX EXTERIEURS EXECRABLES


Le bilan qui peut être tiré de l'expérience travailliste est que la « Troisième voie » a davantage relevé de l'instrument idéologique que la réalité.

#### *Un bilan honorable avec une politique en décalage avec l'orthodoxie libérale revendiquée*

Il faut reconnaître à Tony Blair et à Gordon Brown d'avoir mis en pratique la politique sécuritaire annoncée (« Tough on crime, tough on causes of crime »). On n'a pas pu accuser les travaillistes d'angélisme en la matière : le durcissement de l'arsenal législatif a été constant pour un effet limité sur le niveau de délinquance, mais les conservateurs ont été privés de la possibilité de surenchérir.

Le bilan économique peut être schématiquement divisé en trois périodes. La première qui couvre grossièrement le premier mandat de 1997 à 2001 correspond à une assez forte croissance, comme dans le reste de l'Europe, combinée à une stricte orthodoxie budgétaire : les travaillistes apportaient la preuve, sous l'égide du chancelier de l'Echiquier Gordon Brown, qu'ils étaient bons gestionnaires et parvenaient même à l'équilibre budgétaire.

La deuxième période est consacrée à la dépense : la hausse des investissements publics est considérable, notamment dans le secteur de la santé et de l'éducation, sinistrés sous Margaret Thatcher. Les Britanniques qui se plaignaient d'un système de santé catastrophique en 2000 en ont une meilleure appréciation en 2010 que les



La « Troisième voie »  
britannique et le  
devoir d'inventaire


Français du leur. Même s'il faut pondérer ce résultat par le nationalisme des uns et l'auto-dénigrement permanent des autres, le résultat est spectaculaire. Le secteur public de l'éducation s'est amélioré, même si aucun membre des classes moyennes supérieures n'est encore tenté d'y envoyer ses enfants. Dès 1998, les travaillistes ont mis en place un SMIC, à l'époque inférieur au SMIC français, de niveau identique aujourd'hui ; de même, ils ont accepté la limitation à 48 heures de la semaine de travail prévue par les conventions européennes mais refusées par les conservateurs. En outre, la composition des nouveaux emplois au Royaume-Uni de 1997 à 2008 montre qu'au moins 600 000 d'entre eux sont des emplois publics (ce qui ne signifie pas des fonctionnaires à statut). Le taux de chômage est longtemps resté inférieur à 5 % (un million de chômeurs déclarés). Il était déjà faible en 1997 et l'est resté, grâce à une croissance satisfaisante et aux modes de calcul hérités des conservateurs : le Royaume-Uni compte 2,5 millions d'« handicapés » qui vivent chichement d'une allocation et qui, pour la majorité d'entre eux, ont un « handicap » fort léger. En d'autres termes, la rhétorique anti-keynésienne a recouvert une action de type très keynésien, avec un déficit public qui dépassait déjà les 4 % (soixante milliards d'euros) en 2006.

La troisième période est celle de la crise qui frappe beaucoup plus brutalement le Royaume-Uni que la France, en raison du rôle joué par la City dans l'économie nationale et de la hauteur de l'endettement privé des Britanniques. Gordon Brown, devenu Premier ministre, a réagi... en keynésien, en sauvant certaines de ces banques par la nationalisation et en soutenant la consommation des ménages. En 2009, le déficit public a été de 11,5 %, presque le double du déficit français. On doit aussi à Gordon Brown les premières initiatives sur la régulation au niveau international.

Quant au bilan institutionnel des travaillistes, il n'est pas négligeable. L'autonomie très importante accordée à l'Ecosse a affaibli les velléités indépendantistes et fonctionne bien ; l'autonomie moins large donnée au Pays de Galles a aussi calmé des irrédentistes relativement violents. La Chambre des Lords a enfin perdu une grande partie de son pouvoir politique. Quant à l'Irlande du Nord, Tony Blair a eu le mérite de contribuer à un règlement acceptable, et si le processus de paix est lent et chaotique, l'armée britannique ne campe plus à Belfast et la violence est tombée à un niveau minimal.

### *Un bilan exécrationnel en politique étrangère*

Pour le New Labour, le Royaume-Uni est le « pont » entre l'Europe et les Etats-Unis. C'est parce que le Royaume-Uni est l'allié privilégié des Etats-Unis qu'il est puissant



La « Troisième voie »  
britannique et le  
devoir d'inventaire

en Europe ; c'est parce qu'il est l'une des grandes puissances européennes qu'il est écouté à Washington.

Cette théorie qui puise ses fondements dans la diplomatie traditionnelle du pays n'est pas absurde, d'un point de vue britannique. On prend acte de l'existence d'une hyperpuissance et, en tant qu'allié fidèle, on tente de limiter ses tentations unilatéralistes pour en faire un « gendarme bienveillant ». Ce qui suppose une équipe perméable au raisonnement à Washington. Or les circonstances ont fait que le gouvernement travailliste s'est, au fil des années, de plus en plus inféodé à l'Amérique de George W. Bush et à ses erreurs d'analyse sur les moyens de combattre le terrorisme islamique. La guerre en Irak en est le symptôme le plus évident et suffit à ternir le bilan et la personnalité de Tony Blair. Il est très significatif que même Peter Mandelson prétend maintenant avoir alerté le Premier ministre des dangers de l'opération.

L'attitude en Europe a peut-être été aussi, voire plus, dévastatrice. On peut éventuellement comprendre que dans un pays souverainiste et europhobe, qui plus est en décalage de cycle économique avec le continent, Gordon Brown ait écarté une entrée dans l'euro. Les appels à la concurrence entre systèmes sociaux et fiscaux au sein de l'Europe sont moins faciles à admettre, d'autant que le Royaume-Uni n'y a jamais gagné beaucoup plus que du prestige idéologique auprès de quelques théoriciens libéraux ou de dirigeants fraîchement convertis à l'Est du continent. La volonté obsessionnelle de casser le couple franco-allemand par des alliances de revers (la lettre de soutien à la guerre en Irak ou encore le texte commun signé par Tony Blair, Silvio Berlusconi et José María Aznar) a clairement marqué le mépris des travaillistes au pouvoir à l'égard de leur appartenance au Parti socialiste européen. Si les socialistes français n'ont pas été tendres avec le blairisme, il faut reconnaître que les travaillistes ont, de leur côté, eu une attitude ouvertement hostile. Méconnaissance sincère ou rouerie, ils ont représenté le Parti socialiste français comme une sorte d'Old Labour continental, archaïque et marxisant (dans la période où le gouvernement Jospin privatisait...) avant de proclamer les louanges de Nicolas Sarkozy (Tony Blair est intervenu devant l'UMP). Tout cela procédait évidemment d'une volonté de leadership sur la scène européenne, le modèle de « Troisième voie » intervenant comme support idéologique, marque déposée de modernité et de succès (trois élections consécutives gagnées). Il n'est pas certain, en définitive, que l'influence britannique ait beaucoup progressé en Europe. Il est sûr, en revanche, que la confiance des citoyens dans une social-démocratie capable de peser sur les choix européens a été ruinée, pas seulement (les divisions du Parti socialiste français et le résultat du référendum constitutionnel ont une lourde responsabilité) mais notamment à cause du jeu solitaire de Londres.

La « Troisième voie »  
britannique et le  
devoir d'inventaire


## « ED » ET LE DROIT D'INVENTAIRE

Les travaillistes ont au moins gardé le sens de la communication. La guerre fratricide entre David, le frère blairiste, ancien ministre des Affaires étrangères, et Ed, le frère browniste, ancien ministre de l'Environnement, ressemble à un scénario de « soap opera ». Si l'on y ajoute le frisson orchestré par la presse à l'annonce de la victoire de « Red Ed », le spectacle est complet.

En réalité, le succès de Ed Miliband traduit avant tout la volonté d'une partie des travaillistes de solder la période antérieure. Le perdant, David Miliband, a conduit toute sa campagne en se revendiquant de l'héritage blairiste et en expliquant qu'il représentait le seul choix possible : seul un positionnement fidèle aux canons de la « Troisième voie » (même si le terme n'est plus employé) peut ouvrir le chemin du retour au pouvoir ; toute contestation du modèle serait un retour aux errements de l'Old Labour. L'habileté d'Ed Miliband a été de revendiquer un droit d'inventaire. A cet égard, son discours de « leader » du mardi 28 septembre 2010 est très révélateur : il salue les progrès réalisés en matière de santé et d'éducation, mais critique successivement l'engagement en Irak, la mise en place d'un arsenal répressif menaçant pour les libertés ou encore l'excessive spécialisation du Royaume-Uni dans les activités financières qui ont rendu le pays très vulnérable à la crise. Accusé par son frère d'incarner le passé lointain (l'Old Labour), il a réussi à retourner l'argument en se présentant comme l'homme du futur face à David, émanation d'un passé proche qui vient de se conclure par une défaite. La péroraison de son discours autour du thème de « l'optimisme » et du rôle d'une nouvelle génération politique montre qu'il s'agit d'un vrai positionnement.

« Ed le rouge » ? Denis Olivennes, dans *Le Nouvel Observateur*, se lamente de « l'absurdité » des travaillistes qui vireraient à gauche, perdant leur crédibilité. Il est vrai qu'Ed Miliband, minoritaire dans le collège des parlementaires et des militants du Parti (mais pas très minoritaire), a gagné grâce au vote des syndicats. Imaginer néanmoins que le nouveau dirigeant travailliste est devenu leur porte parole et leur otage est... « absurde ». Le nouveau dirigeant a pris soin de revendiquer une posture au centre de l'échiquier politique. Il a appelé les syndicats à renoncer à des grèves pénalisantes pour le public, qui ne seraient pas soutenues. Il a indiqué qu'il était favorable à une partie des coupes budgétaires annoncées par les conservateurs et rappelé qu'il fallait produire avant de distribuer. Si l'on ajoute une approche plus ouverte sur les questions sociétales avec l'évocation des droits des femmes et des homosexuels, quand Tony Blair ne mentionnait guère que la famille traditionnelle, on





La « Troisième voie »  
britannique et le  
devoir d'inventaire

est en face d'un dirigeant social-démocrate sans doute plus proche de ses homologues d'Europe de l'Ouest.

Les prochains mois seront toutefois décisifs pour vérifier si « la nouvelle génération » s'enracine dans le paysage politique britannique :

- La question de l'unité du parti sera essentielle. Beaucoup de parlementaires et de militants ont été excédés par la guérilla entre blairistes et brownistes et souhaitent l'apaisement. Dans ce contexte, les partisans de chacun des deux frères sont sans doute condamnés à travailler ensemble, en dépit des rancœurs ;
- Le renouvellement de la pensée politique travailliste est encore à faire. C'est une chose d'appeler à l'audace intellectuelle et au non-conformisme, comme l'a fait Ed Miliband ; c'en est une autre de donner un contenu à cette ambition. Au congrès de Manchester, beaucoup de questions étaient sans réponse, notamment en politique européenne et internationale. Les travaillistes ne croient pas à l'éclatement prochain de la coalition actuelle : ils ont donc un peu de temps ;
- Enfin, le référendum sur la réforme du mode de scrutin promis aux Libéraux Démocrates, s'il a lieu et s'il conduit à une réforme, va exiger de nouvelles adaptations. Avec une dose de proportionnelle, le jeu politique ne consiste plus seulement à occuper tout le centre de l'échiquier politique en « triangulant » les adversaires. Il faut aussi savoir rassembler son camp, éviter qu'il ne se disperse en votant pour de petits partis. Il faut aussi nouer des alliances. Les travaillistes n'ont pas su ou pas voulu négocier avec les Libéraux Démocrates quand ils étaient en position de force. Ils ont tenté de le faire, en position de faiblesse, avec un échec cuisant. Même si les « Lib Dem » s'effondrent aujourd'hui dans les sondages, ils risquent, et d'autres aussi, de compter en cas de modification du système électoral.